

# Travail domestique

État au 1<sup>er</sup> janvier 2025



## En bref

Si vous occupez des employés de maison, vous devez procéder à un décompte des cotisations aux assurances sociales, même si le salaire en espèces ou en nature est inférieur à 2 500 francs par an. En principe, toute activité rémunérée dans un ménage privé est en effet soumise à cotisation.

- Si, en 2025, vous occupez des employés de maison nés en 2007 ou avant, vous devez vous annoncer à la caisse cantonale de compensation afin de procéder au décompte des cotisations aux assurances sociales.
- S'agissant des employés de maison nés entre 2000 et 2007, vous devez uniquement vous annoncer si leur salaire en 2025 dépasse un montant de 750 francs. Les salaires inférieurs ne sont pas soumis à cotisation, sauf si l'employé en fait la demande.
- Les employés de maison nés en 2008 ou plus tard ne sont pas soumis à cotisation. Dans ce cas, une annonce à la caisse de compensation n'est pas nécessaire.

On entend par travail dans un ménage privé notamment les activités suivantes :

- nettoyeuse/nettoyeur ; femme/homme de ménage,
- fille/garçon au pair,
- baby-sitter,
- garde d'enfants à domicile,
- aide-ménagère,
- aide aux devoirs scolaires,
- prise en charge de personnes âgées,
- auxiliaire exerçant une activité dans l'appartement ou la maison, ou autour de la maison (par ex. voisin effectuant de petits travaux de jardinage contre rémunération).

Le droit des assurances sociales considère le travail domestique comme une activité lucrative.

Les activités exercées dans des immeubles logeant plusieurs familles, mais à l'extérieur des appartements ou dans les espaces à vocation commerciale (par ex. conciergerie) ne sont pas comprises dans la notion de travail domestique.

Le présent mémento s'adresse aux personnes qui emploient (employeurs) une personne chargée d'effectuer un travail domestique (employé de maison).

## Obligations des employeurs

### 1 Quand dois-je établir un décompte des cotisations aux assurances sociales ?

Si vous tenez votre propre ménage et employez des employés de maison contre rémunération (sous forme de salaire en espèces ou en nature), vous devez payer des cotisations aux assurances sociales sur ce salaire, indépendamment de son montant. Comme mentionné ci-dessus, seuls les jeunes employés de maison font exception. Les indemnités de vacances sont également soumises à l'obligation de cotiser et la rémunération en nature est soumise à cotisations au même titre que le salaire en espèces.

Ne pas s'annoncer auprès de la caisse de compensation est punissable.

De plus, pour les rapports de travail de courte durée ou de peu d'importance, comme c'est souvent le cas dans les ménages privés, vous pouvez utiliser la procédure de décompte simplifiée pour les employeurs. Vous trouverez des informations complémentaires dans le mémento 2.07 – *Procédure de décompte simplifiée pour les employeurs*, ainsi que

sur le site Internet du SECO :



### 2 À combien correspondent les rémunérations en nature ?

Prestation en nature	par jour		par mois	
Petit-déjeuner	CHF	3.50	CHF	105.–
Repas de midi	CHF	10.00	CHF	300.–
Repas du soir	CHF	8.00	CHF	240.–
Logement	CHF	11.50	CHF	345.–
Nourriture et logement	CHF	33.00	CHF	990.–

### 3 Où dois-je m'annoncer ?

Vous devez vous annoncer à la *caisse cantonale de compensation du canton* de domicile de votre ménage en vue de l'établissement du décompte des cotisations aux assurances sociales.

Si vous établissez déjà un décompte pour d'autres employés auprès d'une *caisse de compensation professionnelle*, vous pouvez également annoncer vos employés de maison à cette même caisse.

## 4 Comment dois-je identifier les salariés ?

Au moment de l'entrée en fonction de votre employé de maison, vous devez lui demander son certificat d'assurance AVS/AI ou sa carte d'assurance-maladie, et relever son numéro AVS, son nom, son prénom et sa date de naissance afin que les revenus puissent, à la fin de l'année, être correctement inscrits sur le compte individuel. Si votre employé de maison n'a pas de certificat d'assurance ou de carte d'assurance-maladie ou que ses données personnelles ont changé, il faut remplir le formulaire 318.260 – *Demande de certificat d'assurance*. Vous pouvez vous procurer ce formulaire auprès de toutes les caisses de compensation ou sur [www.avs-ai.ch](http://www.avs-ai.ch).

## Cotisations

### 5 Qui est soumis à l'obligation de cotiser ?

Les personnes exerçant une activité lucrative sont tenues de payer des cotisations à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle où elles ont atteint l'âge de 17 ans. Les jeunes employés de ménage sont exemptés de l'obligation de cotiser jusqu'au 31 décembre de l'année où ils ont atteint l'âge de 25 ans, pour autant que leur salaire ne dépasse pas 750 francs par année civile. Ils peuvent néanmoins demander un décompte des cotisations.

Les personnes qui travaillent en tant qu'employés de maison après avoir atteint l'âge de référence continuent de cotiser à l'AVS, à l'AI et aux APG, mais plus à l'assurance-chômage (AC). Ils peuvent toutefois bénéficier d'une franchise de 16 800 francs par an. Les cotisations AVS/AI/APG ne sont prélevées que sur la part du revenu qui dépasse cette franchise. Si les salariés souhaitent payer des cotisations sur la totalité de leur salaire, sans déduction de la franchise, ils doivent en informer leur employeur. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans le mémento 2.01 - *Cotisations salariales à l'AVS, à l'AI et aux APG (chiffres 14 à 16)*.

Les personnes ayant pris une retraite anticipée dès 63 ans (62 ans pour les femmes nées entre 1961 et 1969) n'ont pas droit à une franchise. Elles doivent aussi continuer de cotiser à l'assurance-chômage.

## 6 Quels sont les taux de cotisation ?

Taux de cotisation	Employeur	Employé/e de maison
AVS/AI/APG	5,3 %	5,3 %
Assurance-chômage (AC, jusqu'à un revenu maximal de 148 200 francs)	1,1 %	1,1 %
Caisse de compensation pour allocations familiales (CAF)	selon la caisse	uniquement en Valais : 0,171 %
Frais d'administration	selon la caisse	néant

Les caisses de compensation prélèvent généralement aussi les cotisations au régime des AF. Ces cotisations peuvent être exceptionnellement prélevées par une autre caisse de compensation pour allocations familiales. Dans ces cas, la caisse de compensation compétente vous renvoie à la caisse de compensation pour allocations familiales compétente.

C'est vous qui versez la totalité des cotisations à la caisse de compensation, mais vous pouvez déduire la part de votre employé de maison de son salaire brut.

Si un salaire net a été convenu (c'est-à-dire si vous assumez également les cotisations de votre employé), il doit être converti en salaire brut. Votre caisse de compensation peut vous fournir des renseignements et de l'aide à ce sujet.

Vous trouverez le tableau de conversion «Salaires nets/bruts» sur



Vous trouverez d'autres indications utiles au décompte des salaires sur



## 7 Faut-il aussi établir un décompte de cotisations pour les salaires minimes ?

Oui. En règle générale, lorsque le salaire déterminant n'excède pas 2 500 francs par année civile et par employeur, les cotisations ne sont perçues qu'à la demande de l'assuré. Toutefois, les cotisations dues sur le salaire déterminant des personnes employées dans des ménages privés doivent être versées dans tous les cas. Seuls sont exceptés les salaires de 750 francs max. par année civile versés aux employés de maison jusqu'à l'âge de 25 ans (voir ch. 5).

## Allocations familiales

### 8 Les employés de maison ont-ils droit aux allocations familiales ?

Oui. Les personnes qui effectuent un travail domestique et perçoivent un salaire ont droit aux allocations familiales si elles remplissent les conditions légales.

Elles peuvent déposer leur demande d'allocations familiales auprès de la caisse de compensation pour allocations familiales compétente, en général la caisse de compensation.

## Assurance-accidents obligatoire

### 9 Les employés de maison doivent-ils être assurés contre les accidents ?

Oui. Vous devez assurer vos employés de maison contre les accidents. À cet effet, vous devez conclure une assurance auprès d'un assureur-accidents admis, à l'exception de la Suva, le travail domestique ne relevant pas de son domaine d'activité. Vous trouverez la liste des assureurs-accidents admis sur le site de l'Office fédéral de la santé publique ([www.ofsp.admin.ch](http://www.ofsp.admin.ch)).

- Si votre employé de maison travaille moins de huit heures par semaine, il doit être assuré uniquement contre les accidents professionnels et les maladies professionnelles.
- S'il travaille huit heures ou davantage par semaine, il doit en plus être assuré contre les accidents non professionnels.

### 10 Qui paie la prime de l'assurance-accidents ?

Les primes pour l'assurance contre les accidents professionnels sont à la charge de l'employeur, donc à votre charge, tandis que les primes pour l'assurance contre les accidents non professionnels sont à la charge de votre employé. En tant qu'employeur, vous êtes redevable de la totalité de la prime et déduisez la part de votre employé de son salaire. Les conventions contraires en faveur des assurés sont possibles.

Il existe une exception notable : aucune prime n'est perçue pour les accidents assurés lorsqu'une personne touche un salaire n'excédant pas 750 francs par an et par employeur jusqu'au 31 décembre de l'année de son 25<sup>e</sup> anniversaire. Au cas où une telle personne est victime d'un accident couvert, le traitement du cas relève de la compétence de la caisse supplétive LAA. D'une part, celle-ci fournit les prestations d'assurance obligatoire à l'employé de maison accidenté. D'autre part, elle facture à l'employeur une prime spéciale portant rétroactivement sur cinq ans au maximum.

Ne pas conclure d'assurance-accidents est punissable. Dans ce cas, vous devrez payer des primes spéciales.

## **11 Quel est le salaire soumis à prime ?**

En règle générale, le salaire soumis à prime correspond au salaire déterminant au sens de l'AVS. Les primes sont prélevées en pour-mille sur le salaire soumis à prime. Pour les salariés qui ne travaillent que sporadiquement, ou régulièrement mais pour de courtes périodes, les assureurs prévoient des primes forfaitaires annuelles. Les cas particuliers sont réglés par les tarifs.

Vous trouverez de plus amples informations dans le mémento 6.05 – *Assurance-accidents obligatoire LAA*.

## **Prévoyance professionnelle**

### **12 La prévoyance professionnelle est-elle obligatoire ?**

Ne sont soumis à la prévoyance professionnelle obligatoire que les salaires mensuels supérieurs à 1890 francs (pour des contrats à durée déterminée d'au moins trois mois) ou les salaires annuels supérieurs à 22 680 francs. Il s'agit là de salaires bruts, les mêmes que ceux soumis à l'AVS. Si vous versez au minimum ce salaire, vous êtes tenu de vous affilier à une institution de prévoyance enregistrée. Les caisses de compensation vérifient que vous avez bien effectué cette démarche.

### **13 Qui n'est pas soumis à l'assurance obligatoire ?**

Les salariés exerçant une activité accessoire sont exemptés du régime obligatoire s'ils sont déjà assujettis à l'assurance obligatoire pour une activité lucrative dépendante ou indépendante qu'ils exercent à titre principal. Contrairement aux caisses de compensation cantonales, les institutions de prévoyance ne sont pas obligées d'affilier tous les employeurs qui en font la demande. L'Institution supplétive est la seule institution qui soit obligée par la loi d'affilier un employeur.

## 14 Qui paie les cotisations destinées à la prévoyance professionnelle ?

Les cotisations destinées à la prévoyance professionnelle vous sont facturées directement par les institutions de prévoyance. Les taux de cotisation varient selon les caisses. Toutefois, en tant qu'employeur, vous êtes tenu de payer la moitié au moins des cotisations.

## 15 Où puis-je trouver des informations complémentaires ?

Les adresses des agences régionales de l'Institution supplétive peuvent être demandées à l'adresse suivante :

Fondation institution supplétive LPP  
Direction  
Elias-Canetti-Strasse 2  
8050 Zurich  
Tél. 041 799 75 75  
[www.aeis.ch](http://www.aeis.ch)

Vous trouverez de plus amples informations dans le mémento 6.06 – *Obligation de s'affilier à une institution de prévoyance conformément à la LPP.*

## Contrat de travail

### 16 Faut-il un contrat de travail ?

Les employés de maison sont tenus de fournir une prestation de travail. Tout contrat conclu entre un employé de maison et un employeur doit donc être qualifié de contrat de travail selon le code des obligations (CO), qu'il soit écrit ou non. Il n'est pas indispensable de conclure un contrat écrit, mais il est recommandé de le faire pour définir clairement les termes convenus. En tant qu'employeur, vous êtes tenu d'informer votre employé par écrit de certains aspects du rapport de travail.

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet ainsi que des contrats types sur le site du Secrétariat d'Etat à l'économie



Certaines dispositions légales sont impératives et ne permettent pas de dérogations au détriment des employés de maison. Les parties ne peuvent pas conclure d'arrangements défavorables aux employés de maison sur ces points.

## 17 Existe-t-il des contrats types de travail ?

Oui, les rapports de travail des employés de maison sont réglés en outre par des contrats types de travail (CTT) cantonaux. Ceux-ci contiennent en particulier des prescriptions sur la durée du travail et du repos. Ces dispositions sont directement applicables aux divers rapports de travail, à moins que l'employeur et l'employé n'aient expressément convenu autre chose.

Par ailleurs, le Conseil fédéral a édicté un contrat type pour les travailleurs de l'économie domestique (CTT économie domestique), qui prévoit des salaires minimaux pour les employés de maison employés dans des ménages privés. Le CTT économie domestique est applicable dans toute la Suisse, à l'exception du canton de Genève. Son champ d'application recouvre principalement des tâches ménagères, mais pas toutes les activités énumérées au ch. 1. De plus, certains rapports de travail dans les ménages privés sont exclus du CTT économie domestique.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, les salaires horaires minimaux sont les suivants :

Non qualifié	CHF	19.90
Non qualifié, 4 ans d'expérience professionnelle en économie domestique	CHF	21.85
Qualifié, AIC ou formation professionnelle initiale d'une durée de 2 ans	CHF	21.85
Qualifié, CFC ou formation professionnelle initiale d'une durée de 3 ans	CHF	24.05

Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet sur le site du Secrétariat d'État à l'économie (SECO) :



## **18 Les employés de maison ont-ils droit à des vacances ?**

Les employés de maison ont droit à au moins quatre semaines de vacances par an. Une semaine de vacances correspond à une semaine régulière de travail, c'est-à-dire qu'une personne travaillant par exemple trois heures par semaine a également droit à trois heures de temps libre rémunéré durant une semaine de vacances.

En cas de salaire horaire, le salaire afférent aux vacances doit être calculé sous forme de supplément. Ce supplément est de 8,33 % du salaire brut pour quatre semaines de vacances, de 10,64 % pour cinq semaines et de 13,04 % pour six semaines. Le salaire afférent aux vacances doit être calculé et versé d'après le salaire brut réalisé.

Il est interdit de conclure une clause contractuelle dans laquelle il est établi que les vacances ou le salaire y afférent sont compris dans le salaire régulier.

## **19 Les employées de maison continuent-elles de toucher leur salaire en cas de grossesse ou de maternité ?**

Une employée de maison qui est empêchée de travailler pour cause de grossesse ou de maternité a droit à son salaire pour une période limitée.

Vous trouverez davantage d'informations à ce sujet dans l'aide-mémoire du SECO relatif à la protection des travailleuses en cas de maternité, disponible sur [www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch). De plus amples informations figurent également dans le mémento 6.02 – *Allocation de maternité*.

## **20 Les employés de maison continuent-ils de toucher leur salaire lorsqu'ils prennent un congé de l'autre parent ?**

Pendant le congé de l'autre parent de votre employé ou employée de maison, vous devez continuer à lui verser son salaire. Vous trouverez de plus amples informations à ce sujet dans le mémento 6.04 – *Allocation à l'autre parent (le père ou l'épouse de la mère)*.

## 21 Comment résilier un contrat ?

Les contrats à durée déterminée prennent automatiquement fin à l'échéance de la période convenue, sans qu'il soit nécessaire de les résilier.

En revanche, les contrats à durée indéterminée doivent être résiliés. Si les rapports de travail ont duré moins d'un an, il faut respecter un délai de résiliation d'un mois. De la deuxième à la neuvième année de service, le délai de résiliation est de deux mois, et à partir de la dixième année, de trois mois, à chaque fois pour la fin d'un mois. Le contrat peut prévoir d'autres délais, mais en aucun cas un délai de résiliation inférieur à un mois.

En cas de maladie, de grossesse, de maternité, de congé de l'autre parent, de congé d'adoption ou de service militaire, les employés de maison bénéficient de la protection légale contre les licenciements.

Vous trouverez de plus amples informations dans l'aide-mémoire correspondant du SECO, sous [www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch).

## Renseignements et autres informations



Ce mémento ne fournit qu'un aperçu général. Pour le règlement des cas individuels, seules les dispositions légales font foi. Les caisses de compensation et leurs agences fournissent volontiers tous les renseignements utiles. Vous trouverez la liste complète des caisses de compensation sur le site [www.avs-ai.ch](http://www.avs-ai.ch).

Si vous avez besoin de renseignements sur le droit du travail, vous pouvez en principe vous adresser aux secrétariats des tribunaux de prud'hommes. Des informations de portée générale sur le droit du travail et sur le contrat type de travail avec salaire minimum pour les travailleurs de l'économie domestique (ch. 17) sont disponibles sur le site Internet du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), [www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch).

Publié par le Centre d'information AVS/AI en collaboration avec l'Office fédéral des assurances sociales.

Édition novembre 2024. Toute reproduction, même partielle, n'est autorisée qu'avec l'accord écrit du Centre d'information AVS/AI.

Ce mémento peut être obtenu auprès des caisses de compensation et de leurs agences ainsi qu'auprès des offices AI. Numéro de commande 2.06/f. Il est également disponible sous [www.avs-ai.ch](http://www.avs-ai.ch).



Plus d'informations, de publications et de vidéos explicatives.

2.06-25/01-F